



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Décembre 2018

LE GAZODUC NORD STREAM 2

ENJEUX POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

Céline MARANGÉ

Chercheuse Russie, Ukraine et Asie centrale à l'IRSEM

Angélique PALLE

Chercheuse Énergie et matières premières à l'IRSEM

Sami RAMDANI

Doctorant en géographie à l'Université Paris 8

É T U D E S

LE GAZODUC NORD STREAM 2

ENJEUX POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

Céline MARANGÉ

Chercheuse Russie, Ukraine et Asie centrale à l'IRSEM

Angélique PALLE

Chercheuse Énergie et matières premières à l'IRSEM

Sami RAMDANI

Doctorant en géographie à l'Université Paris 8

Pour citer cette étude

Céline MARANGÉ, Angélique PALLE, Sami RAMDANI, *Le Gazoduc Nord Stream 2. Enjeux politiques et stratégiques*, Études de l'IRSEM, 62, décembre 2018.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-152617-4

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

61. *Améliorer la résilience psychologique des combattants et de leurs familles. Pour une prévention permettant de limiter l'impact psychologique d'un traumatisme et/ou de faciliter le rétablissement*

LCL Arnaud PLANIOL

60. *L'Activité de renseignement des groupes jihadistes*

COL Olivier PASSOT

59. *France and Poland Facing the Evolution of the Security Environment*

Barbara JANKOWSKI and Amélie ZIMA (eds.)

58. *L'Ergonomie et la réalité augmentée adaptées aux besoins militaires. Opportunités technologiques et culturelles (nouvelles générations de combattants)*

LCL Arnaud PLANIOL

57. *Du gel au dégel des pensions des anciens militaires subsahariens des armées françaises : histoire politique, combat juridique et difficultés actuelles*

Camille EVRARD

56. *Les Conséquences en termes de stabilité des interventions militaires étrangères dans le monde arabe*

Flavien BOURRAT

55. *Implication de la Chine dans le secteur des transports en Europe centrale et orientale : forme, réalisations et limites*

Agatha KRATZ

54. *L'Industrie de Défense japonaise, renaissance et innovation*

Océane ZUBELDIA et Marianne PÉRON-DOISE (dir.)

ÉQUIPE

Directeur

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Directeur scientifique

Jean-Vincent HOLEINDRE

Secrétaire général

CRG1 (2S) Étienne VUILLERMET

Chef du soutien à la recherche

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Assistante d'édition

Manon DONADILLE

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.defense.gouv.fr/irsem>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2018 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2009, est un institut de recherche rattaché à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Composé d'une quarantaine de personnes, civiles et militaires, sa mission principale est de renforcer la recherche française sur les questions de défense et de sécurité.

L'équipe de recherche est répartie en cinq domaines :

- Questions régionales Nord, qui traite de l'Europe, des États-Unis, de la Russie et de l'espace post-soviétique, de la Chine, du Japon et de la péninsule coréenne.
- Questions régionales Sud, qui traite de l'Afrique, du Moyen-Orient, du Golfe, du sous-continent indien, de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique.
- Armement et économie de défense, qui s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et aux questions stratégiques résultant des développements technologiques.
- Défense et société, qui examine le lien armées-nation, l'attitude de l'opinion publique vis-à-vis des questions de défense, et la sociologie de la violence, de la guerre et des forces armées.
- Pensée stratégique, qui étudie la conduite des conflits armés à tous les niveaux (stratégique, opératif, tactique).

En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique), l'IRSEM favorise l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs (la « relève stratégique ») en encadrant des doctorants dans un séminaire mensuel et en octroyant des allocations doctorales et postdoctorales. Les chercheurs de l'Institut contribuent aussi à l'enseignement militaire supérieur et, au travers de leurs publications, leur participation à des colloques et leur présence dans les médias, au débat public sur les questions de défense et de sécurité.

BIOGRAPHIES

Céline Marangé est chercheuse à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire où elle travaille sur la Russie et l'Ukraine. Spécialiste des relations internationales, elle mène des recherches sur la politique étrangère et de défense de la Russie, s'intéressant notamment à ses stratégies d'influence et de dissuasion. Elle étudie par ailleurs l'évolution des régimes politiques et des forces de sécurité dans cette région. Docteur en science politique (Institut d'études politiques de Paris), elle a été Fox International Fellow à l'Université de Yale, lectrice à l'Université de Harvard et de Columbia et post-doctorante à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Contact : celine.marange@irsem.fr

Angélique Palle est depuis octobre 2017 chercheuse à l'IRSEM, au sein du domaine Armement et économie de défense, où elle traite en particulier des questions d'approvisionnement en énergie et matériaux stratégiques, de protection des réseaux d'infrastructures d'énergie et des liens entre le développement durable et la Défense. Elle est docteur en géographie de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, où elle a travaillé au cours de sa thèse sur les questions d'approvisionnement et de transition énergétique, ainsi que sur les dynamiques d'intégration régionale. Ses travaux ont notamment été publiés dans *La Revue internationale et stratégique*, *Flux* ou à l'Oxford Institute for Energy Studies.

Contact : angelique.palle@irsem.fr

Sami Ramdani est doctorant en géographie à l'Institut français de géopolitique de l'Université Paris 8. Il est actuellement associé à l'IRSEM et soutenu par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie. Ses travaux portent sur l'approvisionnement en gaz de l'Union européenne.

Contact : sramdani@live.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	11
ABSTRACT	13
INTRODUCTION	17
LES ARGUMENTS DES OPPOSANTS AU PROJET	21
Un danger pour la sécurité d’approvisionnement.....	21
Un frein aux projets d’infrastructures concurrents	23
Un renforcement de l’« arme énergétique russe »	24
Un risque pour l’environnement	25
LES MOTIVATIONS DE GAZPROM ET DE L’ÉTAT RUSSE	27
Une réponse aux besoins et aux exigences de l’Union européenne	28
Un investissement destiné à contrer la concurrence du GNL	30
Un moyen d’assécher le transit gazier par l’Ukraine.....	32
DES POSITIONS IRRÉCONCILIALES ?	35
Le soutien de l’Allemagne	35
L’opposition de la Pologne	36
L’ambivalence des pays scandinaves	38
Le pragmatisme des pays Baltes	40
CONCLUSION	43
BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE	45
<i>Le projet de Nord Stream 2</i>	45
<i>La stratégie et le fonctionnement de Gazprom</i>	45

RÉSUMÉ

Le projet de gazoduc Nord Stream 2 doit relier à l'horizon 2020 la Russie à l'Allemagne en passant par la mer Baltique. Il permettrait de doubler la capacité du gazoduc Nord Stream 1, mis en service en 2012, pour atteindre une capacité totale de 110 milliards de mètres cubes par an. Estimé à 9,5 milliards d'euros, le projet est financé par Nord Stream 2 AG, propriété de Gazprom à hauteur de 50 %, et par ses partenaires européens, le français Engie, les allemands Uniper et Wintershall, l'autrichien OMV et l'anglo-néerlandais Shell à hauteur de 10 % chacun.

Le projet divise en Europe et rencontre une forte opposition des États-Unis. Les opposants au projet font valoir des arguments politiques, commerciaux et écologiques pour le faire échouer.

- Ils estiment que le gazoduc porte atteinte à la politique européenne de diversification de ses approvisionnements en gaz, déjà largement dominés par la Russie (35 % des parts de marché), et de mise en concurrence du secteur.
- Ils déplorent l'impact du projet pour l'Ukraine, déjà affectée par la guerre dans le Donbass et par la stratégie russe de contournement et d'assèchement du transit du gaz russe vers l'Union européenne (UE) via ce pays, passé de 80 % en 2000 à 34 % au premier trimestre 2018. Le gazoduc Nord Stream 2 permettrait à la Russie de se passer à terme de la route par l'Ukraine dont l'économie dépend de la rente gazière.
- Enfin, les impacts environnementaux d'un tel projet, lourd en infrastructures dans une mer fermée, peu profonde et déjà très polluée, mobilisent des acteurs de la société civile.

La compagnie russe Gazprom met en avant des arguments commerciaux et juridiques pour justifier la nécessité de consolider son accès au marché européen.

- D'un côté, elle fait face à une double pression : la concurrence du gaz naturel liquéfié s'exerçant au niveau interne avec l'entreprise russe Novatek qui a ouvert plusieurs terminaux de GNL vers l'UE, mais aussi au niveau externe avec une arrivée sur le marché européen du GNL américain ; les exigences de l'État russe qui utilise Gazprom comme une caisse de sécurité sociale en imposant des

prix bas pour le consommateur russe et en requérant l'approvisionnement des régions reculées du pays.

- D'un autre côté, Gazprom fait valoir sa conformité avec les règles européennes : moins polluant que le charbon, le gaz contribue aux objectifs européens de transition énergétique. De plus, le projet Nord Stream 2 s'inscrit dans les objectifs de diversification des routes d'approvisionnement – à défaut de la diversification des fournisseurs.

Les pays membres de l'UE riverains de la mer Baltique ont des positions antagonistes pour des raisons que l'étude explicite.

- L'Allemagne est favorable au projet qui en ferait la porte d'entrée du gaz russe en UE (30 % des exportations russes vers l'UE).
- La Pologne qui a fait le choix du gaz naturel liquéfié américain et qatari y est opposée par crainte de voir la Russie gagner en influence et l'Allemagne occuper la position de hub gazier.
- Les pays Baltes sont solidaires de l'Ukraine et opposés au projet qui les contourne délibérément, même s'ils demeurent prudents sur la question du fait de leur double dépendance à l'Allemagne et à la Russie.
- Les pays scandinaves ont des positions ambivalentes, notamment parce que certains acteurs locaux, influents dans ces pays à tradition décentralisée, soutiennent le projet.

ABSTRACT

The Nord Stream 2 gas pipeline project should link Russia to Germany via the Baltic Sea by 2020. It would double the capacity of the Nord Stream 1 pipeline, operational since 2012, to reach a total capacity of 110 billion cubic meters per year. Estimated at 9.5 billion euros, the project is financed by Nord Stream 2 AG, which is 50% owned by Gazprom, and by its European partners, the French Engie, the German Uniper and Wintershall, the Austrian OMV and the Anglo-Dutch Shell up to 10% each.

The project sours division in Europe and faces strong opposition from the United States. Opponents of the project put forward political, commercial and environmental arguments in an attempt to have it cancelled.

- They believe that the pipeline is undermining the EU policy of diversification of its gas supplies, already largely dominated by Russia (35% of market share), and preventing competition within the sector.*
- They deplore the impact of the project for Ukraine, already affected by the war in Donbass, and the Russian strategy of drying up the transit of Russian gas to the European Union (EU) via this country. The gas flowing through Ukraine went from 80% of the Russian transit to the EU in 2000, to 34% in the first quarter of 2018. The Nord Stream 2 gas pipeline would allow Russia to do without the road by Ukraine, whose economy depends on the gas rent.*
- Finally, the environmental impacts of such a heavy infrastructure project in a closed, shallow and already highly polluted sea mobilize civil society actors.*

The Russian company Gazprom puts forward commercial and legal arguments to justify the need to consolidate its access to the European market.

- Gazprom faces pressure from two sources: on the one hand, the competition of liquefied natural gas (LNG) which is being carried out both internally by the Russian company Novatek which opened several LNG terminals in the EU, but also externally with the arrival of Qatari and American gas on the European LNG market; on the other hand, the Russian state uses Gazprom as a social security*

fund by imposing low prices for the Russian consumer and by requiring supplies to remote areas of the country.

- *Gazprom also asserts its compliance with European rules: less polluting than coal, gas contributes to European energy transition objectives. In addition, the Nord Stream 2 project is part of the diversification objectives of the supply routes – if not of supplier diversification.*

The EU member states bordering the Baltic Sea have antagonistic positions for reasons that the study explains.

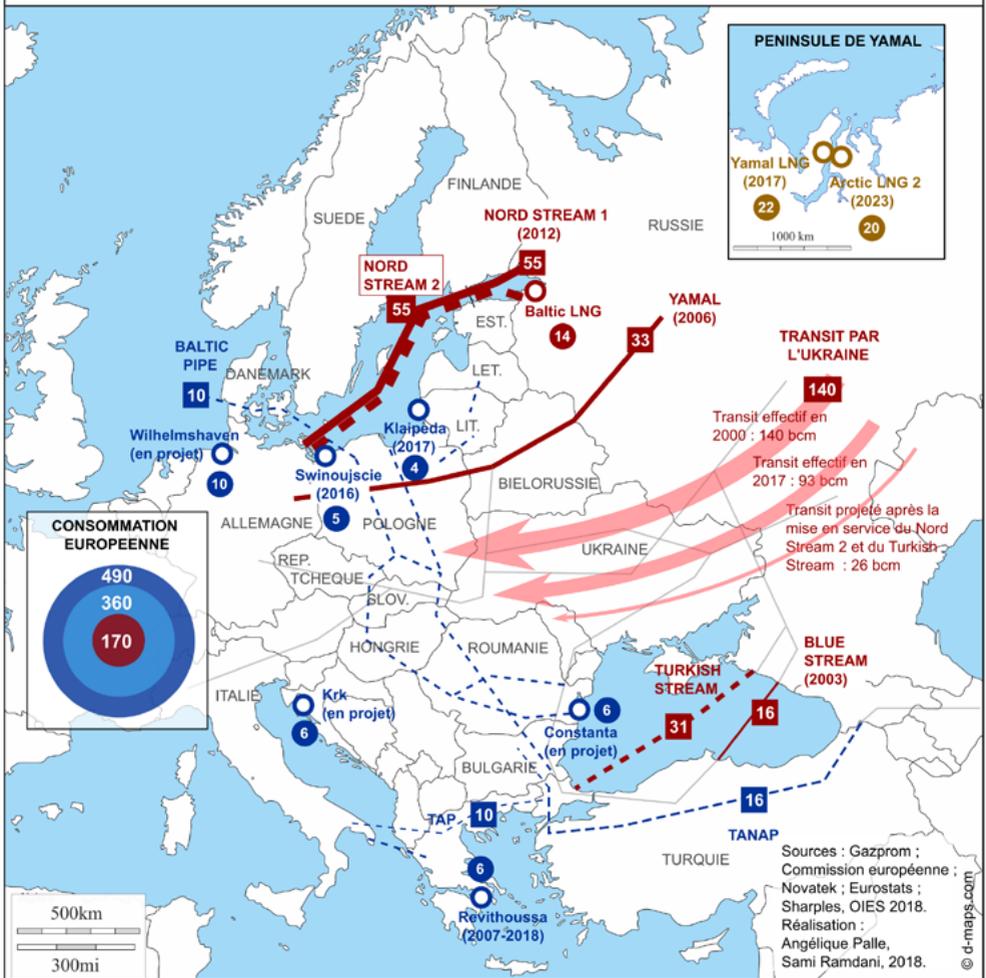
- *Germany is in favor of the project that would make it the gateway for Russian gas into the EU (30% of Russian exports to the EU).*

- *Poland, which opted for US and Qatari LNG, is opposed to it because it fears Russia would gain influence and Germany would become the regional gas hub.*

- *The Baltic countries stand in solidarity with Ukraine and oppose the project which bypasses them deliberately. However, they remain cautious on the issue because of their dependence on Germany and Russia.*

- *The Scandinavian countries have ambivalent positions, in particular because some local actors, influential in these traditionally decentralized countries, support the project.*

STRATÉGIE GAZIÈRE RUSSE EN EUROPE : VERS UN ASSÈCHEMENT DU TRANSIT PAR L'UKRAINE ?



Structure de la consommation européenne de gaz en 2017 (les cercles sont proportionnels)

- Consommation
- Importations
- Importations en provenance de Russie

Structure historique du réseau de gazoducs acheminant le gaz russe en Europe

- Tracé des gazoducs majeurs en service pour l'importation européenne de gaz russe
- Axe de transit historique principal (80% des importations de gaz russe en 2000),

Reconstruction de la stratégie d'exportation russe depuis les années 2000

- Gazoducs récents (année de mise en service)
- Projets de gazoducs en cours

Adaptation de la Russie au marché du GNL

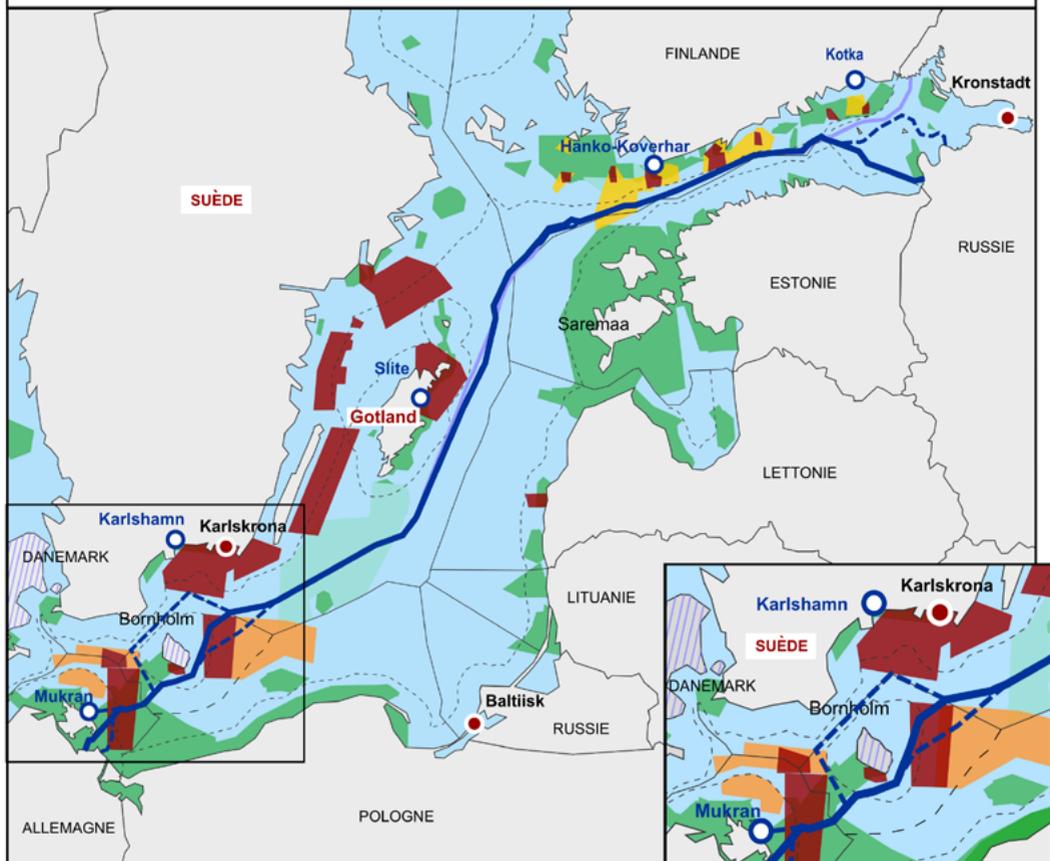
- Terminaux construits ou opérés par Gazprom
- Terminaux construits ou opérés par Novatek, concurrent russe de Gazprom

Stratégie européenne d'intégration, de diversification des routes et des approvisionnements

- Projets de gazoducs en cours
- Terminaux de gaz naturel liquéfié
- Capacité annuelle du terminal GNL
- Capacité annuelle maximale du gazoduc, les tracés des gazoducs indiqués sont proportionnels

L'ensemble des unités de gaz sont exprimées en milliards de mètres cubes annuels (bcm/an)

ENJEUX DU GAZODUC NORD STREAM 2 EN MER BALTIQUE



Limites juridiques

- Eaux territoriales
- Zone économique exclusive
- Ligne médiane entre le Danemark et la Pologne
- - - Tracés alternatifs envisagés pour le Nord Stream 2

Infrastructures du Nord Stream

- Gazoduc Nord Stream 1 mis en service en 2012
- Tracé actuel du projet de gazoduc Nord Stream 2
- - - Tracés alternatifs envisagés pour le Nord Stream 2
- Ports envisagés pour le stockage des tuyaux
- ▨ Pays n'ayant pas encore donné les autorisations pour la construction et l'exploitation du gazoduc

Zones militaires

- Zone d'exercice militaire
- Zone d'exercice spécifique aux sous-marins
- Zone d'exercice ou de restriction aérienne
- **Karlskrona** Port militaire important de la Baltique

Dynamiques de militarisation dans la Baltique

- **Gotland** Remilitarisation de l'île de Gotland (groupement de 300 hommes)
- **SUÈDE** Rétablissement du service militaire en Suède

Zones de protection de l'environnement

- Zone protégée (sites Ramsar, aires marines protégées, zones de protection des oiseaux, réserves de biosphère, sites Natura 2000)
- Délimitation proposée de zone protégée

Sources : Ramboll, 2017, ESPOO Atlas ; Workshop Nord Stream 2, IRSEM, 12 juin 2018 ; OTAN 2016 ; Site web du consortium Nord Stream 2.

Réalisation : Angélique Palle, Sami Ramdani, Simon Rimbert, 2018.

INTRODUCTION¹

Le gazoduc Nord Stream 2, dont le coût de construction est estimé à 9,5 milliards d'euros, devrait relier à l'horizon 2020 la Russie à l'Allemagne en passant par la mer Baltique. Il permettra de doubler la capacité du gazoduc Nord Stream, inauguré en 2011 et mis en service en 2012, pour atteindre une capacité totale de 110 milliards de mètres cubes par an². Il s'agit du premier projet de cette ampleur à être porté conjointement par une compagnie russe, Gazprom, et des compagnies européennes depuis la mise en place des sanctions européennes à l'encontre de la Russie en 2014. À peine annoncé, le projet a provoqué une levée de boucliers en Europe centrale, en Europe du Nord et jusqu'aux États-Unis.

De natures diverses, les arguments des opposants au projet révèlent des désaccords profonds entre pays membres de l'Union européenne (UE). Pour les uns, le nouveau gazoduc contredirait le principe d'équité dans l'accès au marché et porterait atteinte aux directives européennes protégeant les consommateurs. Pour d'autres, il constituerait une menace pour la sécurité énergétique européenne en renforçant les positions russes sur le marché de l'énergie. Il porterait aussi atteinte au principe de solidarité européenne à l'égard de l'Ukraine. À la suite de sa mise en service, Kiev perdra, en effet, une large partie de son transit gazier, qui a représenté 3 milliards de dollars de revenus en 2017. Pour les derniers enfin, ce nouveau gazoduc signerait l'échec de la politique énergétique de l'UE, fondée sur la diversification des fournisseurs et des routes d'approvisionnement car il permettrait à la Russie d'accroître ses exportations et à l'Allemagne d'asseoir sa position dominante en Europe. Par cette seule voie de transit, l'Allemagne

1. Cette étude est le fruit d'une discussion collective organisée à l'IRSEM le 5 juillet 2018. Les participants, Céline Bayou (INALCO), Sophie Hou (Université Paris 1), Katerina Kesa (INALCO), Barbara Kunz (IFRI), Céline Marangé (IRSEM), Pascal Marchand (Université de Lyon 2), Nicolas Mazzucchi (FRS), Angélique Palle (IRSEM), Jean Radvanyi (INALCO), Sami Ramdani (Université Paris 8), Noémie Rebière (DGRIS), Julien Vercueil (INALCO) et Amélie Zima (Sciences Po), ont grandement contribué par leurs remarques à l'élaboration de ce document.

2. On utilise dans cette étude l'abréviation anglaise « bcm » (*billion cubic meters*) traditionnellement employée dans la littérature.

pourrait concentrer 22 % de la consommation de gaz de l'UE et un peu plus de 30 % de ses importations, devenant un acteur majeur de la distribution du gaz dans l'UE.

Les autorités allemandes s'inscrivent en faux contre ces interprétations qui suscitent de vifs débats outre-Rhin. Elles réfutent l'idée selon laquelle Nord Stream 2 serait un projet politique du gouvernement allemand, mettant en avant, au contraire, un projet commercial européen. À cet égard, elles font valoir que le consortium à l'initiative du projet se compose de six entreprises, dont seulement deux allemandes, et que, par ailleurs, la liberté d'entreprendre est un principe fondamental de l'UE auquel ni un État membre, ni la Commission européenne ne peuvent s'opposer. Elles estiment que la sécurité énergétique est mieux garantie dans un marché libre et régulé et que la diversification des sources d'énergie est déjà assurée, puisque le gaz russe ne détenait en 2017 que 35 % des parts du marché européen³. Fidèles à la tradition de l'Ostpolitik de Willy Brandt qui croyait au rapprochement par la coopération, elles considèrent qu'une dépendance maîtrisée à l'égard du gaz russe constitue un « élément stabilisateur » dans les relations avec la Russie. Face aux nombreuses critiques, il leur a toutefois fallu temporer et reconnaître la dimension politique du projet.

Tout comme au moment de la construction de Nord Stream 1, le projet a semé la discorde entre plusieurs États membres de l'UE ayant des conceptions opposées des relations à établir avec la Russie. En plus d'être un facteur de division entre Européens, Nord Stream 2 constitue un sujet de dissension entre l'UE et les États-Unis. En juin 2017, le Sénat américain a voté un projet de loi permettant de punir d'amendes et de restrictions bancaires les compagnies européennes qui participeraient à la construction de gazoducs et d'oléoducs russes. En octobre 2017, le département d'État américain a adopté des dispositions permettant d'imposer des sanctions contre les tubes venant de Russie, sans que ces sanctions ne soient rétroactives. Elles ne concernent pas Nord Stream 2, signé avant, grâce aux efforts de la Commission européenne qui a dû défendre les entreprises européennes en dépit de son opposition au projet⁴. Au printemps

3. Vincent Collen, « L'Europe toujours plus dépendante du gaz russe », *Les Échos*, 16 janvier 2018.

4. CAATSA/CRIIEA, [Section 232 Public Guidance](#), US Department of State, 31 octobre 2017.

2018, de hauts responsables américains ont cependant exigé l'abandon pur et simple du projet. Alors que plusieurs compagnies américaines sont en quête de nouveaux débouchés et cherchent à exporter du gaz naturel liquéfié (GNL) en Europe, les rivalités commerciales s'aiguisent et prennent un tour politique. Le président russe Vladimir Poutine a redit, au début de l'automne 2018, sa détermination à voir le projet aboutir, quitte à ce que la Russie le finance entièrement.

Cette étude a pour ambition de clarifier les termes du débat sur le projet de Nord Stream 2, en précisant les intentions affichées et les intérêts objectifs des différents acteurs impliqués, en particulier des acteurs russes. La première partie examine les arguments avancés par les pays européens opposés au projet ou inquiets de ses implications stratégiques. La deuxième partie s'attache à décrypter les motivations et les calculs de la partie russe, tant au niveau du gouvernement russe, que de la compagnie Gazprom, une société anonyme dont l'État russe détient la majorité des parts. La troisième partie s'interroge sur le caractère irréconciliable ou non des différends mis en évidence, en exposant le positionnement des pays riverains de la Baltique et leur stratégie respective dans les négociations en cours.

LES ARGUMENTS DES OPPOSANTS AU PROJET

À l'intérieur de l'Union européenne, le projet est attaqué par certains États membres, principalement les États riverains de la Baltique, notamment au nom de la politique de diversification des fournisseurs et des routes d'approvisionnement menée par l'UE pour préserver sa sécurité d'approvisionnement. Des arguments relatifs à la concurrence des marchés sont également mis en avant, ainsi que des concurrences énergétiques intra-européennes en termes d'approvisionnement et de consommation, générées par le projet. Celles-ci se manifestent à différents niveaux, dans les négociations sur le tracé du gazoduc, des approvisionnements et de la redistribution régionale et des équilibres et arbitrages entre pays en termes d'infrastructures, sur fond de compétition entre États pour la captation des flux et du transit du gaz et pour la position de hub de redistribution au niveau régional.

UN DANGER POUR LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT

Pour assurer sa sécurité d'approvisionnement dans un contexte de dépendance croissante aux importations, l'UE poursuit un double objectif de diversification des routes d'approvisionnement et de diversification de ses fournisseurs. Amorcé en 2003, le processus de libéralisation du marché de l'énergie s'est accéléré en Europe à la suite de l'adoption, en 2009, du troisième paquet énergie¹. Depuis lors, l'UE exige un découplage entre la gestion des réseaux de transport, d'une part, et les activités de fourniture et de production, d'autre part. Elle impose également un « accès aux tiers » pour tout gazoduc traversant les territoires de l'UE, afin que les tubes soient ouverts à la concurrence. Ces dispositions législatives sont censées favoriser la libre concurrence et empêcher qu'un même opérateur ne puisse fixer les prix de l'énergie en contrôlant l'ensemble de la chaîne de production et de distribution. Gazprom détient toujours en 2017 autour de 35 % des parts de marché du gaz européen. Malgré les tensions existantes

1. La libéralisation a commencé en 2003 avec l'adoption des directives 2003/55/CE et 2003/54/CE en 2003, dont le délai de transposition courait jusqu'en 2008.

depuis l'annexion de la Crimée, les importations de gaz russe sont en croissance dans l'UE. Les oppositions au projet Nord Stream 2 sont alors principalement exprimées au nom d'un refus d'un renforcement de la dépendance européenne au gaz russe.

Le processus de diversification des routes d'approvisionnement en gaz de l'UE est confronté à de nombreuses difficultés. Les projets soutenus par l'UE sont de taille réduite et souvent difficiles à mettre en place financièrement. Dans ce contexte, le Nord Stream 2 peut en effet renforcer significativement la domination de Gazprom sur le marché européen. Les deux gazoducs Nord Stream 1 et 2 représenteraient une capacité totale de 110 bcm par an soit 22 % de la consommation de gaz de l'UE (491 bcm par an en 2017) et un peu plus de 30 % des importations (360 bcm par an en 2017). Le contre-argument de certains des porteurs du projet consiste à avancer que, si le Nord Stream 2 renforce effectivement le couloir d'approvisionnement par la mer Baltique et l'Allemagne, il fait cependant diminuer la part du transit acheminé par l'Ukraine et contribue à la diversification des routes d'approvisionnement, à défaut de contribuer à celle des fournisseurs.

En août 2016, l'Autorité de la concurrence polonaise a prononcé un avis défavorable sur le projet, rendant impossible la création du consortium Nord Stream 2 AG tel qu'il avait été imaginé initialement par les industriels (Gazprom devait en détenir 50 % et chacun des partenaires européens 10 %). Mais cela n'a pas empêché Nord Stream 2 AG, propriété de Gazprom, et ses partenaires européens, le français Engie, les allemands Uniper et Wintershall, l'autrichien OMV et l'anglo-néerlandais Shell, de conclure, le 24 avril 2017, un accord stipulant que les partenaires européens financeraient chacun 10 % du projet (950 millions d'euros) sans détenir des parts dans Nord Stream 2 AG et que les 50 % restant seraient à la charge de Gazprom. Les États membres opposés au projet de Nord Stream 2 espéraient beaucoup de la Commission européenne et de sa capacité à faire appliquer les dispositions du troisième paquet énergie au projet. C'est, en effet, ce paquet législatif, qui exige une séparation claire entre la gestion des réseaux de transport et les activités de fourniture et de production, qui avait conduit à l'abandon du South Stream². Les services juridiques du Conseil européen ont cependant

2. Le consortium South Stream AG a été créé en juin 2007 par Eni (Italie) et Gazprom (Russie). Il a ensuite été rejoint par EDF (France), OMV (Autriche), Botas (Tur-

émis, au début du mois de mars 2018, un avis contraire à la proposition de la Commission européenne d'étendre au projet de Nord Stream 2 les dispositions du troisième paquet énergie qui exige une séparation effective entre les activités de gestion des réseaux de transport d'énergie, d'une part, et les activités de production et de distribution, d'autre part. Ils estiment que l'extension des règles européennes aux gazoducs offshore pourrait enfreindre la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Ils jugent ainsi que « l'Union n'a pas la compétence pour appliquer un droit en matière d'énergie [...] qui est sans lien avec l'exploitation économique de la ZEE, à des pipelines traversant la ZEE des États membres³ ».

UN FREIN AUX PROJETS D'INFRASTRUCTURES CONCURRENTS

Si des oppositions au projet ont lieu au nom de la sécurité d'approvisionnement de l'UE dans son ensemble, elles concernent aussi les équilibres internes de l'Union sur lesquels le projet de Nord Stream 2 viendrait jouer. Les États membres de l'Union se livrent en effet à une compétition pour la captation des flux de transit gazier et pour la position de hub régional dans le cadre de la politique de diversification des routes d'approvisionnement de l'UE. En faisant transiter par l'Allemagne 30 % des importations de l'UE, les gazoducs Nord Stream 1 et 2 en feraient la porte d'entrée gazière de l'UE, lui conférant un poids économique et des revenus de transit certains. Le renforcement de la position allemande et d'un lien commercial direct entre la Russie et l'Allemagne engendre des oppositions car il laisse de côté certains États délibérément contournés par le tracé, notamment les pays Baltes et la Pologne.

La fermeté comparative de la Commission européenne vis-à-vis du gazoduc South Stream a également été perçue comme une position biaisée à « deux poids deux mesures » par les pays du Sud de l'Eu-

quie), MOL (Hongrie), Bulgargaz (Bulgarie), Geoplin plinovodi (Slovénie) et NIS (Serbie). Le gazoduc South Stream devait relier la Russie à la Bulgarie en passant sous la mer Noire.

3. « [UE-La Commission contredite sur le gazoduc russe Nord Stream 2](#) », Reuters, 5 mars 2018.

rope qui devaient en bénéficier⁴. En bloquant le projet South Stream, la Commission a privé les « petits » États – la Bulgarie, la Grèce et la Serbie – des revenus d’un tube, tandis que l’Allemagne, poumon économique de l’UE, deviendrait le cœur du système gazier continental. La Bulgarie n’a d’ailleurs pas abandonné sa volonté d’accueillir un gazoduc russe par la mer Noire et le président bulgare a renouvelé ce souhait en 2018 dans une interview écrite, donnée à l’un des principaux journaux d’affaires russes à la veille de sa rencontre avec Vladimir Poutine⁵. Il désignerait la seconde branche du Turkish Stream, dont le tracé est encore incertain.

UN RENFORCEMENT DE L’« ARME ÉNERGÉTIQUE RUSSE »

Il est souvent fait mention dans les médias européens d’un possible emploi de l’énergie par la Russie comme d’une « arme » à laquelle font écho les termes d’arme « hybride » employés par la Pologne ou l’Ukraine en référence au projet de Nord Stream 2⁶. Les crises russo-ukrainiennes des années 2000 concernant le transit du gaz russe (2005-2006, 2007-2008, 2008-2009), qui étaient liées en grande partie à des différends commerciaux entre les deux pays sur les tarifs et conditions de vente du gaz russe à l’Ukraine, se sont traduites par la menace d’un arrêt ou un arrêt effectif des livraisons de gaz russe à l’Ukraine. Cela a eu pour conséquence une diminution de l’approvisionnement de l’UE qui a principalement touché les États membres à l’est de l’Union et a alimenté cette perception européenne d’une propension russe à utiliser l’approvisionnement en énergie comme un levier politique.

4. Céline Bayou, « [Nord Stream 2. Un gazoduc à contre-courant de la politique énergétique européenne ?](#) », *Pages Europe*, La Documentation française, 9 mars 2016.

5. « [Nikakie sankcii ne večny](#) » (Aucune sanction n’est éternelle), *Kommersant*, 21 mai 2018, en russe.

6. « [Nord Stream 2 pipeline is ‘hybrid weapon’ aimed at EU, NATO: Polish PM](#) », *Radio Poland*, 28 mai 2018. Notons que l’emploi du terme « hybride » désigne généralement l’alliance de moyens conventionnels et non conventionnels (principalement cyber) au cours d’un conflit. L’emploi de ce terme, considéré par certains comme un concept mou, occultant la réalité des conflits contemporains, pour qualifier une infrastructure énergétique relève d’une acception très large.

La perception d'une menace existe aussi du côté russe : en effet, la Russie s'est sentie fragilisée par les crises gazières avec l'Ukraine des années 2000⁷, qui ont altéré sa relation commerciale avec l'UE. Ces crises à répétition expliquent en partie sa volonté de contournement de ce pays par le nord (Nord Stream et Yamal) ou par le sud (South Stream, Blue Stream ou Turkish Stream) qui s'est affirmée dès le début des années 2000, avant la révolution Orange de 2004 ou le déclenchement de la guerre dans le Donbass en 2014. Par ailleurs, la perception d'une dépendance existe également du côté russe vis-à-vis de l'UE car la Russie est fortement dépendante des technologies et des capitaux européens pour l'exploration géologique, la production, la transformation et le transport de gaz. L'exploitation de ses nouveaux gisements gaziers nécessite des partenariats avec de grands groupes européens comme Total ou Shell⁸. Faute d'investisseurs ou d'accès à ces technologies, l'exploitation des nouveaux champs russes destinés à l'approvisionnement européen pourrait s'avérer difficile. Les sanctions imposées actuellement à la Russie pourrait cependant nuancer cette dépendance en contraignant celle-ci à développer ses propres technologies d'exploration qui ne se trouvent, du fait de ces sanctions, plus en concurrence actuellement avec les technologies occidentales⁹.

UN RISQUE POUR L'ENVIRONNEMENT

À ce contexte politique, économique et réglementaire particulièrement complexe, viennent s'ajouter des considérations régionales d'ordre écologique qui cristallisent également des oppositions au projet émanant de la société civile. En 2004, l'Organisation maritime internationale (OMI) a désigné la mer Baltique comme zone maritime particulièrement sensible. Cette mer semi-fermée est très peu profonde (56 mètres en moyenne, 460 mètres dans ses plus hauts fonds) et le taux de renouvellement des eaux y est particulièrement lent. On

7. Marc Etcheverry, « [Turkish Stream : la nouvelle bataille du gaz aura-t-elle lieu ?](#) », RFI, 8 septembre 2015.

8. Sénat, [Rapport d'information n° 307 \(2006-2007\) de M. Yves POZZO di BORGIO](#), fait au nom de la délégation pour l'Union européenne, déposé le 10 mai 2007.

9. Aurélie et Thierry Bros, *Géopolitique du gaz russe : vecteur de pouvoir et enjeu économique*, Éditions L'Inventaire, 2017.

estime à près de 30 ans le délai nécessaire pour renouveler la totalité de cette masse aquatique. Au contraire des mers dotées de grands fonds, dont les eaux se renouvellent de manière continue, celles de la Baltique se renouvellent périodiquement, selon une fréquence variable. En hiver, la prise par les glaces d'une partie de la Baltique ralentit encore la circulation de l'eau¹⁰.

L'étude environnementale menée pour le projet par Ramboll, une société d'ingénierie danoise, est contestée au motif qu'elle aurait minimisé les dommages environnementaux sur l'itinéraire choisi, qui traverse une réserve naturelle et d'autres zones sensibles. De plus, bien que le gazoduc ait une durée de vie prévue de 50 ans (2070), l'évaluation ne mesure ses impacts que jusqu'en 2035. Le projet est ainsi attaqué par diverses organisations de défense de l'environnement, comme Coalition Clean Baltic¹¹, Greenpeace Russia, ClientEarth¹² ou le groupe environnemental allemand NABU¹³. Le gouvernement lituanien avait déjà lancé une demande d'évaluation des risques environnementaux pour le premier tronçon du Nord Stream. Tous les pays concernés par le tracé du tube dans leurs eaux avaient dû s'y conformer, ce qui avait eu pour effet de retarder le projet. L'argument lituanien portait sur le potentiel catastrophique des impacts en cas de rupture d'un tube dans un contexte de faibles fonds et de faible renouvellement des eaux, mais également sur la dangerosité de la pose d'un tube sur un fond parsemé d'armes chimiques et de mines non encore explosées. La focalisation porte alors sur « l'explosivité » au sens propre de la mer Baltique.

10. Céline Bayou, « [Baltique. Une mer en péril](#) », *La Documentation française*, 25 juin 2014.

11. Robbie Gramer, « [Russia's Controversial European Gas Project Is Under Fire, Again](#) », *Foreign Policy*, 10 mai 2017.

12. « [Environmental group ClientEarth files complaint to stop Nord Stream 2 in Finland](#) », Reuters, 14 mai 2018.

13. « [Nord Stream 2: German environmentalists sue to halt construction of controversial gas pipeline](#) », DW, 3 juillet 2018

LES MOTIVATIONS DE GAZPROM ET DE L'ÉTAT RUSSE

En adoptant différents « paquets énergie » et en exigeant la libéralisation du secteur de l'énergie, la Commission européenne s'est dotée d'un arsenal juridique qui entrave la stratégie monopolistique de Gazprom en Europe. Cotée en Bourse, mais contrôlée par l'État russe qui en est l'actionnaire majoritaire, la compagnie Gazprom a une double face : elle défend ses intérêts commerciaux sans pouvoir ignorer les intérêts et les demandes du pouvoir politique. Forte d'un réseau de 170 000 km, elle développe une stratégie commerciale propre, tout en étant au service de l'État russe qui s'en sert comme d'un instrument géopolitique et comme d'une caisse de sécurité sociale. Non seulement la vente du gaz naturel représente environ 10 % des recettes budgétaires de l'État¹, mais Gazprom pratique des prix faibles sur le marché national pour le consommateur et pour les industriels et garantit l'approvisionnement en gaz des régions reculées². Pour maintenir ce modèle, l'État russe doit perpétuer la rente gazière. En cas de baisse des prix des hydrocarbures, deux cas de figure se présentent : accroître la production et les exportations ou augmenter les taxes sur l'extraction des ressources minérales. Actuellement confronté à cette double perspective³, ainsi qu'à une vive concurrence au plan national et international, Gazprom cherche à pérenniser ses débouchés en Europe, notamment par le biais du gazoduc Nord Stream 2. Cette stratégie permet de maintenir à flot le budget fédéral, mais obère la capacité de la compagnie à financer des projets d'exploration ou de mise en valeur de nouveaux gisements et donc à terme de maintenir le niveau de production. Les compagnies énergétiques russes se plaignent régulièrement des taxes qu'elles jugent trop élevées au motif qu'elles entraveraient le développement de nouveaux projets, notamment dans le cas des champs les plus éloignés.

1. Vitaliy Yermakov, Daria Kirova, [*Gas and Taxes: The Impact of Russia's Tinkering with Upstream Gas Taxes on State Revenues and Decline Rates of Legacy Gas Fields*](#), The Oxford Institute for Energy Studies, octobre 2017, p. 5.

2. Tatiana Mitrova, [*Shifting Political Economy of Russian Oil and Gas*](#), Report of the CSIS Energy and National Security Program, mars 2016.

3. Vitalij Petlevoj, « [Gazprom devra payer plus de taxes sur l'extraction des ressources minérales](#) », *Vedomosti*, 5 juillet 2018, en russe.

UNE RÉPONSE AUX BESOINS ET AUX EXIGENCES DE L'UNION EUROPÉENNE

Un argumentaire bien rodé a été mis au point pour justifier la réalisation de ce projet, qui est contesté et qui constitue un investissement coûteux. Il prend le contrepied des critiques généralement adressées à Gazprom en montrant que la compagnie souscrit aux exigences de l'UE et répond aux besoins des pays européens. Premièrement, la communication de l'entreprise met en avant la fiabilité et la flexibilité de Gazprom, une compagnie verticalement intégrée et bien connectée qui dispose de capacités financières substantielles et de réserves gazières correspondant à 17 % des réserves mondiales de gaz. Elle affirme que Gazprom répond aux demandes de l'UE relatives à la transition écologique et à la diversification des voies d'approvisionnement en développant l'usage du gaz au détriment du charbon, plus polluant, et en proposant simultanément la construction de deux gazoducs, Nord Stream 2, en mer Baltique, et Turkish Stream, en mer Noire. Elle souligne aussi que Gazprom est associée pour ses projets à d'importantes multinationales européennes. Gazprom peut, dans certains cas, compter sur le soutien de leurs États respectifs, alors que ces pays figurent parmi les plus importants consommateurs de gaz en Europe.

Deuxième argument – le gazoduc Nord Stream 2 ne porterait pas atteinte à la sécurité énergétique de l'UE, mais permettrait, au contraire, de sécuriser les approvisionnements de l'UE. Les porteurs du projet soulignent leur maîtrise de technologies de pointe, à la fois performantes et respectueuses de l'environnement, tout en suggérant les inconvénients des solutions alternatives, notamment du transit par l'Ukraine. Le gazoduc Nord Stream 2 garantirait la continuité des livraisons, qui ne pourraient plus faire l'objet d'interruptions intempestives ou de prélèvements illégaux, comme cela a pu être le cas en Ukraine par le passé. Il permettrait de baisser le coût d'exploitation et donc d'augmenter les gains financiers. La route de Nord Stream 2 est inférieure de 2 000 km à la voie de transit par l'Ukraine. De plus, elle épouse la nouvelle géographie des sources de production de gaz, qui se déplacent vers le nord, le champ Yamal dans le Grand Nord remplaçant les champs de la région centrale de Nadym-Pur-Taz du fait du déclin naturel de la production. Le coût du transport du gaz serait de 2,10 dollars par 1 000 m³/100 km, soit 20 %

moins cher que le tarif actuel via l'Ukraine⁴. Toutefois, si la mise à niveau du réseau ukrainien, vétuste et mal entretenu, occasionnerait des frais importants, l'entretien d'un gazoduc sous-marin est également onéreux.

Troisième argument – Nord Stream 2 garantirait la sécurité des approvisionnements en anticipant l'augmentation de ses besoins en gaz, ainsi que les risques de saturation du gazoduc Nord Stream 1. Cet argument s'appuie à la fois sur des tendances réelles et sur des projections contestables. Les importations européennes ont augmenté de plus de 10 % en 2016 (+ 32 bcm), tandis que la production de gaz naturel au sein de l'UE subit une baisse continue. Elle est passée de 205 bcm en 2010 à 134 bcm en 2016 et devrait atteindre 91 bcm en 2025 et 76 bcm en 2040 d'après les projections de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Alexander Medvedev, vice-président de Gazprom, en déduit que l'UE aura besoin de 90 bcm supplémentaires d'ici à 2025 et de 120 bcm supplémentaires d'ici à 2035⁵. Les prévisions russes paraissent excessives au regard de deux scénarios que l'AIE a développés au sujet de l'évolution des importations de gaz de l'UE⁶. Elles tiennent compte de plusieurs facteurs cruciaux : la baisse de la production au sein de l'UE, liée à l'épuisement progressif des réserves en mer du Nord ; la diminution des exportations en provenance d'Afrique du Nord, liée à une hausse de la consommation locale ; et les capacités de transport limitées des projets de gazoducs du corridor sud, acheminant le gaz de la mer Caspienne en Europe. Mais ces estimations ignorent d'autres facteurs non moins importants, comme la stabilisation – voire la diminution – de la consommation en gaz en raison du développement d'énergies alternatives ou encore la volonté des pays européens de se doter de capacités de stockage nouvelles.

4. Sylvie Cornot-Gandolphe, « [Le gaz dans la transition énergétique européenne : enjeux et opportunités](#) », *Études de l'IFRI*, janvier 2018.

5. Vladimir Soldatkin, Shadia Nasralla, « [Russia's Gazprom calls for urgent gas investment decisions in Europe](#) », Reuters, 24 janvier 2017.

6. Dans le scénario « New Policies », l'augmentation des importations nettes européennes est inférieure de moitié à celle prévue par Gazprom (+ 41 bcm pour 2016-2025 ; + 60 bcm pour 2016-2035). Dans le scénario « Sustainable Development », elles croissent jusqu'en 2025, mais décroissent rapidement après cette date.

UN INVESTISSEMENT DESTINÉ À CONTRER LA CONCURRENCE DU GNL

En construisant le gazoduc Nord Stream 2, Gazprom cherche aussi à préempter le marché européen vis-à-vis de ses concurrents intérieurs et internationaux, notamment ceux qui se positionnent sur le secteur du GNL. Depuis les années 1990, les États-Unis participent activement au processus de diversification de l'approvisionnement en gaz de l'UE. Ils ont notamment soutenu différents projets du corridor sud, ce qui est généralement interprété à Moscou comme une volonté de nuire aux intérêts de la Russie et de limiter son influence régionale. La concurrence russo-américaine dans ce domaine s'est encore accentuée depuis la révolution du gaz de schiste aux États-Unis qui, en entraînant une explosion de la production outre-Atlantique, a bouleversé le marché et provoqué un effondrement des prix. Des compagnies américaines cherchent désormais à prendre des parts de marché à Gazprom en Europe en exportant du gaz américain sous forme liquéfiée. Les premiers mètres cubes de gaz américain ont atteint le Portugal en avril 2016. Le GNL américain reste cher en comparaison du gaz russe qui arrive sous forme gazeuse ; il constitue néanmoins un défi commercial pour Gazprom dans la mesure où, pour des raisons politiques, certains États membres, comme la Lituanie et la Pologne qui se sont déjà dotées de terminaux GNL, sont résolus à diminuer leur dépendance énergétique à l'égard de la Russie. Le recours au GNL et la diversification des fournisseurs ont contraint Gazprom à adapter certains des contrats avantageux qu'il avait signés avec des pays membres de l'UE.

Dans le secteur du GNL, Gazprom fait également face à une concurrence nouvelle sur le marché intérieur. En réponse aux exigences de Bruxelles concernant la diversification des fournisseurs et des voies d'accès et sous la pression de concurrents, le gouvernement russe a fait réviser la loi sur l'exportation du gaz qui auparavant octroyait un droit d'exportation exclusif à Gazprom. Entérinée en décembre 2013, la nouvelle loi permet à des producteurs russes dits indépendants d'exporter du GNL⁷. Novatek, une compagnie de droit privé fondée par Léonid Mikhelson, l'homme le plus riche de Russie, et détenue

7. « [Vladimir Poutine a signé une loi sur la libéralisation du GNL](#) », RBK, 2 décembre 2013, en russe.

à 23,5 % par Guennadi Timtchenko, un proche de Vladimir Poutine, et à 16 % par la compagnie française Total, a ainsi obtenu la possibilité de signer des contrats de fourniture de GNL à l'extérieur du pays. La compagnie a décidé, en octobre 2018, de construire un terminal GNL à Rostock en Allemagne avec la compagnie belge Fluxys. Elle a inauguré, en décembre 2017, le terminal Yamal LNG qui permet d'acheminer du GNL russe en Europe, mais aussi en Asie. Pour ce projet, mené à bien en dépit des sanctions, Novatek s'est associé à hauteur de 50,1 % au français Total (20 %) et aux chinois CNPC (20 %) et Silk Road Fund (9,9 %). Un projet de même ampleur, Arctic LNG 2, est prévu pour 2023⁸.

En dépit des sanctions américaines appliquées contre elle dès 2014, la compagnie Novatek s'est imposée ces dernières années comme un acteur gazier de premier plan à l'international. En septembre 2018, elle a dépassé Gazprom par sa capitalisation boursière ; elle souhaite que le gouvernement russe libéralise à présent le marché du gaz naturel. Dans une interview parue dans le quotidien *Kommersant* en 2016, Mikhelson s'est prononcé en faveur de l'abrogation du monopole de Gazprom sur l'exportation du gaz naturel par gazoduc⁹, sans résultat à ce jour. Face à ces divers bouleversements qui remettent en cause son monopole en Europe comme en Russie, Gazprom a opté pour une stratégie commerciale en deux temps. D'un côté, la compagnie a souhaité acquérir de nouvelles compétences et technologies dans le domaine du GNL, afin de ne pas se laisser distancer dans cette filière fortement subventionnée par l'UE. Elle s'est associée à Shell dans une *joint-venture* afin de créer un terminal d'exportation dans la Baltique, le Baltic LNG. D'une capacité de 10 millions de tonnes (Mt) par an (soit environ 13,8 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an), le terminal est situé dans l'oblast de Leningrad, dans la ville portuaire de Oust-Louga, qui est aussi le point de départ de la section maritime de Nord Stream 2. D'un autre côté, Gazprom cherche à pérenniser ses positions en Europe avant que Novatek ou d'autres concurrents n'y développent leurs capacités GNL. En somme, Nord Stream 2 permet à Gazprom

8. « [Russie : Total étend son partenariat avec Novatek au travers du projet Arctic LNG 2](#) », site de Total, 24 mai 2018.

9. Timofej Dzâdko, « [Le Russe le plus riche s'est prononcé en faveur de l'abrogation du monopole d'exportation de Gazprom](#) », *RBK*, 24 octobre 2016, en russe.

de sécuriser son ancrage européen, alors que, par ailleurs, la compagnie rencontre des difficultés pour diversifier ses exportations, notamment vers l'Asie.

UN MOYEN D'ASSÉCHER LE TRANSIT GAZIER PAR L'UKRAINE

En dernier lieu, le projet de Nord Stream 2 s'inscrit dans une stratégie de contournement de l'Ukraine et d'assèchement du transit gazier dans ce pays¹⁰. Cette politique n'est pas nouvelle : depuis le démantèlement de l'URSS, l'État russe cherche à se défaire des dépendances vis-à-vis des anciennes républiques soviétiques qui résultaient de l'intégration des réseaux soviétiques, en se dotant de nouvelles infrastructures portuaires¹¹. Tout en restant un pays de transit majeur pour la Russie, l'Ukraine a vu son importance relative diminuer. En 2014, le transit par l'Ukraine représentait 40 % du transit du gaz russe vers l'Europe, contre 80 % en 2000. Cette politique de contournement s'est fortement renforcée après le déclenchement de la guerre en Ukraine pour des raisons politiques. Au premier trimestre 2018, le transit par l'Ukraine avait encore baissé pour atteindre 34 %, contre 36 % pour Nord Stream 1, devenu la première voie d'approvisionnement du gaz russe vers l'UE.

Le gouvernement ukrainien craint, à raison, que la mise en service de Nord Stream 2 n'accélère cette tendance continue à la baisse. La somme des capacités des trois gazoducs de la voie nord – à savoir Yamal-Europe (33 bcm par an) qui passe par la Biélorussie et la Pologne et Nord Stream 1 et le futur Nord Stream 2 (110 bcm par an en tout) qui passent sous la mer Baltique – excédera la capacité des tubes vieillissants qui traversent l'Ukraine (140 bcm par an). De plus, s'ajouteront bientôt les tubes du corridor sud qui, sans tous partir de Russie, achemineront tous du gaz en Europe, diminuant d'autant l'intérêt du transit ukrainien. Le gazoduc TANAP (16 bcm par an), qui part de la mer Caspienne et qui traverse d'est en ouest l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, transportera du gaz azéri, mais aussi potentiellement du

10. Céline Bayou, « [Ukraine/Russie. Dimension gazière d'un conflit](#) », Note de la FRS, n° 16, 15 juillet 2015.

11. Jean Radvanyi, « [Quand Vladimir Poutine se fait géographe](#) », *Hérodote*, 2017/3, n° 166-167, p. 113-132.

gaz turkmène, iranien et irakien. Le gazoduc Turkish Stream (31,5 bcm par an) qui part de Russie, passe sous la mer Noire et traverse la partie européenne de la Turquie constituera une voie alternative au transit ukrainien. Déjà bien avancé, ce dernier projet a été lancé à la suite de l'abandon, en 2014, de South Stream (63 bcm par an) que certains acteurs régionaux voudraient réactiver. À l'heure actuelle, les gazoducs ukrainiens fonctionnent aux deux tiers de leurs capacités (93 bcm en 2017). Étant les seuls à disposer de capacité disponible en période de forte demande hivernale, ils resteront nécessaires jusqu'à la mise en service de Turkish Stream et de Nord Stream 2. Au-delà de cette date, le réseau ukrainien risque de ne plus servir que de variable d'ajustement, à hauteur de 26 bcm par an, d'après les calculs d'un expert du Oxford Institute for Energy Studies¹². En avril 2018, le directeur de Gazprom, Alexeï Miller, a déclaré que son entreprise conserverait un transit compris entre 10 et 15 bcm par an via l'Ukraine, au lieu de son abandon pur et simple pour satisfaire les demandes des Européens.

La société Naftogaz, détenue par l'État ukrainien et subordonnée à son gouvernement, est en charge de l'acheminement du gaz russe, ainsi que de toutes les activités d'extraction, de transport, de distribution et de raffinage des hydrocarbures en Ukraine. Il lui sera impossible de maintenir un important système de transit gazier nécessitant des investissements lourds pour transporter de si faibles volumes, à moins d'une augmentation significative des frais de transit, qui rendrait cette voie moins attractive encore. Les autorités ukrainiennes en appellent donc à la solidarité européenne et mettent en avant des arguments stratégiques. Elles estiment que le transit représente l'unique levier de pression dont elles disposent face à la Russie, alors que la guerre dans le Donbass n'est pas éteinte et que leur pays est amputé d'une partie de son territoire depuis l'annexion de la Crimée. Signés en janvier 2009 par les compagnies Gazprom et Naftogaz au terme d'un bras de fer entre Kiev et Moscou, les contrats de transit expireront le 31 décembre 2019. Pour la première fois, ils n'ont pas fait l'objet d'accords intergouvernementaux complémentaires. Considérés en Ukraine comme préjudiciables à l'intérêt national, ils ont été contestés dès leur

12. Jack Sharples, *Ukrainian Gas Transit: Still Vital for Russian Gas Supplies to Europe as Other Routes Reach Full Capacity*, Oxford Institute for Energy Studies, mai 2018.

conclusion. En 2010, des amendements ont été apportés au contrat, la Russie acceptant d'accorder un rabais de 100 dollars par millier de mètres cubes (mcm) au prix du gaz exporté en Ukraine en échange de l'extension de 25 ans du bail de la base navale russe de Sébastopol. Après l'annexion de la Crimée, la situation s'est encore envenimée et a été portée devant la Cour d'arbitrage de Stockholm qui a rendu un premier jugement en mars 2018¹³. La date d'expiration approchant, la partie russe fait monter les enchères sur les conditions de transit post-2019¹⁴.

13. Simon Pirani, [*After the Gazprom-Naftogaz arbitration: commerce still entangled in politics*](#), The Oxford Institute for Energy Studies, mars 2018.

14. Marc-Antoine Eyl-Mazzega, « [The Gazprom-Naftogaz Stockholm Arbitration Awards](#) », IFRI, 13 mars 2018.

DES POSITIONS IRRÉCONCILIALES ?

Cette troisième partie analyse les différentes positions des États membres de l'UE qui s'estiment concernés par le projet. Elle adopte un prisme plus directement stratégique et aborde notamment les questions d'ordre militaire soulevées par certains États à propos du projet.

LE SOUTIEN DE L'ALLEMAGNE

Le projet de Nord Stream 2 fait partie de la stratégie de transition énergétique allemande. Il vise à pallier la suppression des capacités électriques, à la fois nucléaires d'ici à 2022 et charbonnières à plus long terme. En mettant en avant la nature commerciale du projet, les représentants allemands soulignent les vertus de l'interdépendance engendrée par celui-ci. L'Allemagne a compris que l'argument du libre-échange ne suffirait pas à asseoir sa position politiquement, notamment auprès de la Commission européenne. Elle a donc fait évoluer son discours. En avril 2018, à l'issue d'une rencontre avec le président ukrainien Petro Poroshenko, la chancelière allemande Angela Merkel a reconnu les implications politiques de Nord Stream 2, notamment pour l'Ukraine¹. Elle a demandé à Gazprom de clarifier le rôle futur de l'Ukraine dans le transit gazier et exprimé son souhait qu'elle reste un pays de transit.

Si elle a pris en compte la dimension politique et stratégique de la question du transit par l'Ukraine, l'Allemagne conteste les protestations de pays comme la Slovaquie ou la Pologne, selon lesquelles Nord Stream 2 serait un danger pour la sécurité des approvisionnements. Elle soutient qu'en faisant du territoire allemand le principal hub gazier européen, la sécurité des approvisionnements serait même renforcée par la stabilité des relations russo-allemandes, par la dépendance russe envers le marché allemand et par la possibilité d'inverser une part du transit actuel est-ouest. La nécessité du gazoduc Nord Stream 2 se justifie également, selon elle, par le taux d'utilisation des capacités du gazoduc Nord Stream 1 qui était de 93 % en 2017.

1. <https://euobserver.com/energy/141570>.

La position allemande sur le projet de Nord Stream 2 n'est cependant pas monolithique. Le recrutement par Gazprom de Gerhard Schröder, chancelier allemand de 1998 à 2005, au lendemain de son retrait de la vie politique est un exemple flagrant de la stratégie d'influence de l'entreprise, touchant les plus hauts niveaux du personnel politique européen. L'ancien chancelier qui a dirigé le consortium de construction du gazoduc Nord Stream 1 préside désormais le conseil d'administration de Nord Stream 2 AG. On aurait tort cependant de considérer que la parole de Gerhard Schröder est représentative du positionnement du Parti social-démocrate d'Allemagne, le SPD. La question de Nord Stream 2 divise le SPD comme toute l'Allemagne, son administration comprise. Le débat allemand ne se polarise pas autour d'une opposition entre « pro-Russes »/« européens », mais plutôt autour de deux visions diplomatiques, l'une prônant la fermeté à l'égard de Moscou, l'autre estimant que l'apaisement des tensions politiques viendra du développement de liens économiques.

L'OPPOSITION DE LA POLOGNE

Au sein de l'UE, la Pologne fait office de chef de file de la fronde anti-Nord Stream 2 et sa position se rapproche de celle des États-Unis. Les dirigeants polonais l'ont d'emblée rejeté, au motif qu'il mettait à mal l'indépendance énergétique de leur pays, forcé de passer par un pays tiers, à savoir l'Allemagne, l'Ukraine ou la Biélorussie, pour ses approvisionnements, et qu'il renforçait la position de Gazprom déjà dominante sur le marché européen. Ils font aussi valoir le principe de solidarité avec l'Ukraine. Ce principe l'avait déjà conduite à refuser en 2013 le doublement du gazoduc Yamal, dont un tronçon passe par son territoire, au nom d'un refus de l'affaiblissement de la voie ukrainienne. Ensuite, le gouvernement polonais présente le gaz russe comme une arme de « guerre hybride », maniée comme une menace par un voisin avec lequel elle partage une histoire conflictuelle². Ces perceptions expliquent la détermination du gouvernement polonais à importer du GNL, dont le coût est supérieur au gaz russe. Il est à noter que la vision

2. « Nord Stream 2 pipeline is 'hybrid weapon' aimed at EU, NATO: Polish PM », Radio Poland, 28 mai 2018.

polonaise est similaire à celle développée par le Centre d'excellence de l'OTAN sur la sécurité énergétique (NATO ENSEC COE³), basé à Vilnius. Dans le cadre de cette notion de « guerre hybride », les États-Unis souhaitent s'investir activement dans le développement des prérogatives de l'OTAN en matière de sécurité énergétique. Enfin, la Pologne argue aussi du fait que le gazoduc Nord Stream 2 pourrait porter atteinte à la solidarité européenne, à l'intégration énergétique européenne et aux efforts de diversification de l'UE, tout particulièrement à la stratégie GNL dont elle se voyait une actrice importante. Elle souhaite en effet devenir un point d'ancrage de la diversification de l'approvisionnement de gaz, ce qui la place en concurrence directe avec une Allemagne approvisionnée en gaz russe par Nord Stream 1 et 2 pour la position de hub de redistribution gazier régional. Les impacts écologiques du projet sur la mer Baltique, déjà très polluée, sont également mis en avant.

La Pologne souhaite se défaire de toute dépendance gazière à l'égard de la Russie. Or cette dépendance est particulièrement forte. En 2017, 80 % du gaz consommé en Pologne⁴ provenait de Russie. À cette fin, elle développe une stratégie d'indépendance par la diversification des approvisionnements. Premièrement, elle entend renoncer aux importations de gaz russe. Elle est tenue d'acheter 10 bcm de gaz à Gazprom chaque année, d'après des contrats qui courent jusqu'en 2022. Le gouvernement polonais a d'ores et déjà annoncé, par la voix de son vice-ministre de l'Énergie, qu'il ne souhaitait pas les renouveler. Deuxièmement, Varsovie développe l'importation de GNL via le terminal de Świnoujście. Opérationnel depuis 2016 et d'une capacité de 5 bcm par an (7,5 bcm par an attendus en 2022), ce terminal accueille des méthaniers qui viennent principalement du Qatar pour un contrat de 2,7 bcm par an jusqu'en 2034⁵, et plus récemment des États-Unis⁶. Les premiers mètres cubes de GNL américain ont ainsi atteint les côtes polonaises en juin 2017.

3. NATO ENSEC COE site internet : <https://www.enseccoe.org/en>.

4. La Pologne consomme environ 19 milliards de mètres cubes de gaz par an (source AIE).

5. Vincent Collen, « [Comment la Pologne veut se libérer du gaz russe](#) », *Les Échos*, 9 octobre 2017.

6. « [Poland's PGNiG signs agreements for long-term LNG supplies from U.S.](#) », Reuters, 27 juin 2018.

Troisièmement, les autorités polonaises proposent de créer deux gazoducs présentés comme alternatifs à Nord Stream 1 et 2. Elles défendent un projet de nouveau gazoduc reliant la Pologne à la Norvège via le Danemark, le projet Baltic Pipe, d'une capacité de 10 bcm par an, soit 11 fois moins que la capacité cumulée de Nord Stream 1 et 2 qui est de 110 bcm par an. Ce projet, dont la date de mise en service est fixée au mois d'octobre 2022, est développé conjointement par les gestionnaires des réseaux de transport gaziers danois (Energinet) et polonais (GAZ-SYSTEM). Inscrit dans la liste des « projets d'intérêt commun » de l'UE, il dispose d'un soutien financier européen. La Pologne soutient également la création d'un axe gazier Adriatique-Baltique délimité par 3 terminaux de gaz naturel liquéfié : le polonais, le lituanien et le projet croate (Świnoujście, Klaipėda et Krk). Les deux premiers sont notamment alimentés par du GNL américain, le troisième devrait l'être également. La liaison des terminaux croate et polonais par une série de petits gazoducs bidirectionnels liant entre eux les pays d'Europe centrale formerait cet axe gazier reliant la mer Adriatique à la mer Baltique et permettrait d'inverser le flux est-ouest traversant actuellement l'Europe. Les gazoducs alimentant l'UE en gaz russe sont historiquement à sens unique est-ouest, l'un des objectifs de l'UE pour assurer la sécurité d'approvisionnement des pays d'Europe centrale et orientale est alors d'équiper ces infrastructures de système d'inversion des flux et d'interconnecter les pays de la région pour permettre des solidarités et des échanges. À cet égard, l'intégration de l'Ukraine à ce réseau augmenterait la résilience de l'infrastructure grâce aux importantes capacités de stockage du pays.

L'AMBIVALENCE DES PAYS SCANDINAVES

Parmi les États membres de l'UE riverains de la mer Baltique, trois pays, la Suède, la Finlande et le Danemark, ont des positions plus nuancées sur Nord Stream 2 que l'Allemagne et la Pologne. Tout en cherchant à ménager les différentes parties, ils expriment des inquiétudes au sujet d'une possible utilisation du projet à des fins militaires.

La Suède s'inquiète d'une possible utilisation du Nord Stream 2 par l'armée russe pour avancer ses positions dans la Baltique – une préoccupation qu'elle partage avec les États-Unis. La visite en Suède, à

la fin du mois d'août 2016, du vice-président américain Joe Biden a encouragé le gouvernement suédois à manifester une opposition plus ferme à l'égard du projet⁷. Cette position s'inscrit plus généralement dans la politique de remontée en puissance de l'armée suédoise qui s'est traduite par la remilitarisation de l'île de Gotland et par la réintroduction du service militaire. Par ailleurs, l'utilisation possible des ports suédois pour le projet Nord Stream 2 a suscité l'inquiétude à Stockholm au point que la législation ayant permis la mise à disposition d'un de ses ports a été revue. L'entreprise Nord Stream 2 AG envisagerait d'utiliser les ports de Karlshamn (sud de la Suède) et de Slite (île de Gotland) pour stocker les tuyaux nécessaires à sa construction, mais aucun contrat n'a encore été signé. Au niveau local, les autorités sont favorables à la construction du gazoduc en raison des investissements dans les infrastructures portuaires et des emplois potentiels. Au niveau national, cependant, les responsables politiques, militaires et les experts suédois soulignent le danger que peut représenter une présence russe dans deux ports stratégiques. Karlshamn est proche de la principale base de la marine suédoise à Karlskrona, tandis que le port de Slite est situé sur l'île de Gotland, un emplacement stratégique pour la sécurité de toute la région⁸.

Comme la Suède, le parlement danois a amendé une loi, le 30 novembre 2017, de façon à ce que le ministère des Affaires étrangères ait le droit d'interdire la construction du gazoduc dans les eaux territoriales danoises pour des raisons de défense et sécurité nationale⁹. La loi, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018, ne signifie pas que le Danemark bloquera automatiquement la construction de Nord Stream 2, mais elle lui donne des armes juridiques supplémentaires pour tenter de le faire ou *a minima* de ralentir le projet. Auparavant, seules des considérations écologiques pouvaient être évoquées pour refuser l'octroi du permis de construire. Le consortium Nord Stream 2 AG s'oppose à une application qu'il considère comme

7. Justyna Gotkowska, Piotr Szymański, « [The Nordic countries on Nord Stream 2: between scepticism and neutrality](#) », OSW (Centre pour les études orientales, Varsovie), 12 octobre 2016.

8. Pablo Menguy, « [Quand on contrôle Gotland, on contrôle toute la Baltique](#) », *Les Yeux du Monde*, 16 juin 2018.

9. Erik Matzen, Stine Jacobsen, « [Denmark passes law that could ban Russian pipeline from going through its waters](#) », Reuters, 30 novembre 2017.

rétroactive de la loi, puisque la demande de permis a été faite antérieurement, en avril 2017.

Fidèle à la tradition de neutralité du pays, le gouvernement finlandais se montre plus prudent et conciliant à l'égard de Gazprom. Il ne considère pas la construction du gazoduc comme une menace pour sa sécurité et ne voit pas d'objection à ce que sa zone économique exclusive (ZEE) et les ports du pays servent à la construction du gazoduc. Les tuyaux seraient stockés dans les ports de Kotka et de Hanko. L'infrastructure nécessaire est déjà en place, puisque les deux ports ont déjà été impliqués dans la construction du premier tronçon du gazoduc Nord Stream 1. Il est à noter que le projet est soutenu par d'importants groupes d'intérêts du pays, notamment par le syndicat des métallurgistes, dont l'influence politique est grande.

LE PRAGMATISME DES PAYS BALTES

Les trois États Baltes cherchent tendanciellement à sortir d'une dépendance énergétique à l'égard de la Russie qui, malgré tout, reste très forte. Initialement dépendants à 100 % de la Russie pour leur approvisionnement, ils suivent depuis leur entrée dans l'UE une stratégie et une dynamique d'intégration aux réseaux et aux marchés énergétiques de l'UE avec pour objectif une déconnexion progressive des réseaux et du fournisseur russes. Ils sont ainsi au cœur de la stratégie énergétique européenne d'intégration des réseaux et de diversification des approvisionnements. Effective sur le plan électrique, cette intégration est en cours dans le domaine gazier. Des gazoducs doivent ainsi être construits entre la Pologne et la Lituanie (GIPL), entre les États Baltes, ainsi qu'entre l'Estonie et la Finlande (Balticconnector). Selon la Commission européenne, ils doivent permettre aux Baltes et à la Finlande d'être intégrés, via la Pologne, au réseau gazier européen d'ici 2021.

L'objectif est de pouvoir diversifier leurs approvisionnements grâce notamment au terminal GNL de Świnoujście (Pologne), au Baltic Pipe en construction (Pologne, Danemark, Norvège) ainsi que par le terminal GNL de Klaipėda en Lituanie. Ce dernier (nommé *Indépendance*) a déjà eu un impact significatif. Le prix du gaz négocié par la Lituanie avec Gazprom était parmi les plus élevés en UE, malgré la proximité

géographique avec son fournisseur historique. La mise en service du terminal de Klaipėda en 2014 a permis l'accès de la Lituanie au marché mondial gazier de GNL, et donc à des niveaux de prix similaires à ceux des marchés compétitifs de l'UE. La construction de ce terminal a permis de négocier une réduction significative (autour de 20 %) des prix du gaz délivré par Gazprom et la Lituanie a reçu sa première livraison de GNL des États-Unis en août 2017¹⁰.

Plus largement, les pays Baltes manifestent une certaine réticence à l'égard de Nord Stream 2. Non seulement le gazoduc renforce la présence russe dans la région, mais il les contourne délibérément, les privant des revenus liés au transit et des possibilités d'approvisionnement direct. Ils craignent aussi que la Russie ne se serve de Nord Stream 2 pour mieux contrôler les interconnexions en Europe centrale, à partir desquelles pourrait se faire l'approvisionnement de l'Ukraine si celle-ci venait à manquer de gaz venant « directement » de Russie. Leur opposition demeure cependant discrète et mesurée pour un ensemble de raisons. Tout d'abord, ils souhaitent ménager l'Allemagne avec laquelle ils entretiennent des relations politiques et commerciales nourries. Ensuite, ils mettent en œuvre des solutions alternatives qui nécessitent le soutien de l'Allemagne et l'aide de l'UE. Enfin, ils ont pris acte du changement de posture de la partie allemande. Le fait qu'Angela Merkel ait reconnu la dimension politique du projet a été un motif de satisfaction puisqu'ils ont eu l'impression d'avoir été entendus. Ces États jouent également la carte américaine. À l'issue de leur visite à Washington en avril 2018, les trois chefs d'État baltes ont annoncé un accord avec le président américain concernant la fourniture de GNL au terminal de Klaipėda sans toutefois faire mention du prix de ce gaz¹¹.

10. Georgi Gotev, « [Washington se réjouit de la première cargaison de GNL en Lituanie](#) », *Euractiv*, 25 août 2017.

11. [Conférence de presse du président letton à la suite du sommet Baltique-US à Washington](#), le 3 avril 2018.

CONCLUSION

Le projet de Nord Stream 2 démontre les limites de la stratégie européenne de diversification énergétique. D'un côté, Gazprom et l'État russe ont réussi à maintenir leur position dominante sur le marché du gaz : ils ont adapté avec succès leur stratégie commerciale aux exigences de l'UE en multipliant les voies d'accès et les fournisseurs. Ce faisant, ils ont su rester concurrentiels face à l'arrivée du GNL et aux projets d'acheminement de gaz naturel via l'Europe du Sud. D'un autre côté, il y a lieu de se demander si la Commission européenne a appliqué les règles du troisième paquet énergétique aussi fermement avec l'Allemagne dans le cas de Nord Stream 2 qu'avec la Bulgarie dans celui de South Stream. Nord Stream 1 avait déjà fait l'objet d'une exemption concernant l'accès aux tiers. Pour qu'elle n'ait pas à se contredire, l'UE se montrera sans doute regardante sur les conditions de fonctionnement de Nord Stream 2. Toutefois, il ne faudrait pas exagérer le poids de l'Allemagne sur le marché gazier. Pour des raisons techniques et économiques, il ne peut pas y avoir un seul hub gazier en Europe. Plusieurs États membres prétendent à la position de hub gazier en Europe : si l'Allemagne se positionne en Europe du Nord, l'Italie et la Grèce sont bien placées en Europe du Sud et l'Autriche en Europe centrale. Or ces trois pays entretiennent des relations plutôt amicales avec la Russie.

En dernière analyse, le projet de Nord Stream 2 met en lumière les divergences de vues qui existent entre États membres de l'UE tant au sujet de la conduite à tenir vis-à-vis de la Russie que de la meilleure manière de stabiliser la relation avec ce pays. Il illustre aussi la difficulté de l'UE et des États-membres à mettre en adéquation leurs principes politiques et leurs intérêts économiques. À moyen terme, la construction du gazoduc Nord Stream 2 implique des pertes substantielles de revenus pour le budget ukrainien du fait de l'assèchement du transit via son territoire. L'UE soutient l'Ukraine, pays avec lequel elle a signé un accord d'association en juillet 2017 et auquel elle fournit une aide financière et technique pour l'accompagner sur la voie des réformes. Mais elle n'est pas en mesure de s'opposer efficacement à la politique d'asphyxie de l'économie ukrainienne à laquelle la Russie se livre en contournant son territoire pour l'acheminement du gaz, en limitant

la navigation en mer Noire et surtout en mer d'Azov et en entravant l'accès des bateaux de commerce aux ports méridionaux d'Odessa ou de Marioupol¹. Pour autant, les autorités ukrainiennes ont mis de nombreux freins, ces dernières années, à la réforme du secteur gazier. L'activité de transit alimente le système oligarchique et entretient les dysfonctionnements institutionnels en Ukraine. L'épuisement du modèle économique de la rente de transit pourrait peut-être à terme faciliter la conduite des réformes structurelles.

1. Benoît Vitkine, « [Ukraine : emprise russe en mer d'Azov](#) », *Le Monde*, 12 octobre 2018.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Le projet de Nord Stream 2

- BANCIU Roxana Ioana, « [NORD STREAM 2 and its Soft Power – an Unfolding Playground for European Union](#) », *Romanian Journal of European Affairs*, vol. 16, n° 2, juin 2016, p. 89-91.
- BARNES Alex, « [Nord Stream 2 – Friend or enemy of energy security in Europe?](#) », *CEPS Policy Insight*, n° 2017/46, décembre 2017.
- BAYOU Céline, « [Nord Stream 2. Un gazoduc à contre-courant de la politique énergétique européenne ?](#) », *Pages Europe*, La Documentation française, 9 mars 2016.
- GOTKOWSKA Justyna, SZYMAŃSKI Piotr, « [The Nordic countries on Nord Stream 2: between scepticism and neutrality](#) », OSW (Centre pour les études orientales, Varsovie), 12 octobre 2016.
- LOCATELLI Catherine, « [Les enjeux de sécurité dans la relation gazière UE-Russie](#) », *Revue d'économie industrielle*, n° 143, 2017, p. 35-69.
- RILEY Alan, « [A pipeline too far? EU law obstacles to Nordstream 2](#) », *International Energy Law Review*, 31 janvier 2018.

La stratégie et le fonctionnement de Gazprom

- BOUSSENA Sadek, LOCATELLI Catherine, « [Gazprom et l'incertitude du marché gazier européen : vers une stratégie de défense de sa part de marché ?](#) », *Revue d'économie industrielle*, vol. 157, n° 1, 2017, p. 33-60.
- BROS Aurélie, RICHARD Yann, « [La relation énergétique Russie-Union européenne. La libéralisation du marché de l'énergie en Europe : chance ou défi pour Gazprom ?](#) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 42, n° 1, 2011, p. 151-187.
- CORNOT-GANDOLPHE Sylvie, « [Le gaz dans la transition énergétique européenne : enjeux et opportunités](#) », *Études de l'Ifri*, janvier 2018.
- DEFUILLÉY Christophe, « [Gazprom](#) », *Flux*, vol. 76-77, n° 2, 2009, p. 126-134.
- EYL-MAZZEGA Marc-Antoine, « [The Gazprom-Naftogaz Stockholm Arbitration Awards Time for Settlements and Responsible Behaviour](#) », IFRI, 13 mars 2018.
- MITROVA Tatiana, *Global and Russian Energy Outlook Up To 2040*, Rapport préparé par l'Institut de recherche sur l'énergie de l'Académie des sciences et par le centre analytique pour le gouvernement de la Fédération de Russie, Moscou, 2014.
- PIRANI Simon, *After the Gazprom-Naftogaz arbitration: commerce still entangled in politics*, The Oxford Institute for Energy Studies, mars 2018.

- PRONTERA Andrea, *The new politics of energy security in the European Union and beyond: states, markets, institutions*, Londres, Routledge, 2017, 244 p.
- SHARPLES Jack, *Ukrainian Gas Transit: Still Vital for Russian Gas Supplies to Europe as Other Routes Reach Full Capacity*, Oxford Institute for Energy Studies, mai 2018.
- SULECKI Kacper, *Energy security in Europe: divergent perceptions and policy challenges*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2018, 351 p.
- RADVANYI Jean, « [Quand Vladimir Poutine se fait géographe](#) », *Hérodote*, 2017/3, n° 166-167, p. 113-132.
- TYNKKYNNEN Veli-Pekka, « [Energy as Power: Gazprom, Gas Infrastructure, and Geo-governmentality in Putin's Russia](#) », *Slavic Review*, 2016, p. 374-395.

LE GAZODUC NORD STREAM 2

ENJEUX POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

**Céline MARANGÉ, Angélique PALLE
et Sami RAMDANI**

Projet controversé, le gazoduc Nord Stream 2 doit relier à l'horizon 2020 la Russie à l'Allemagne en passant par la mer Baltique. En doublant la capacité du gazoduc Nord Stream 1, il devrait permettre à Gazprom, une compagnie fortement intégrée à l'État russe, de pérenniser ses approvisionnements de gaz en Europe occidentale. Source de division au sein de l'Union européenne (UE), le projet rencontre aussi une forte opposition des États-Unis. Quels arguments ses détracteurs font-ils valoir pour le faire échouer ? Dans quelle mesure porte-t-il atteinte à la stratégie de diversification énergétique prônée par l'UE ? Quelles contraintes internes et externes et quels objectifs géopolitiques conduisent Gazprom à vouloir consolider son accès au marché européen ? Quelles conséquences aura à moyen terme pour l'Ukraine la création de voies alternatives au transit traditionnel par ce pays ? Enfin, quelles positions arborent les pays riverains de la mer Baltique concernant ce projet ? Richement illustrée, l'étude s'attache à répondre à toutes ces questions de façon impartiale et dépassionnée.

É T U D E S